

La faïtière des architectes romand·es milite pour l'initiative «Sauvons le Mormont». Son coprésident Yves Dreier y voit une meilleure garantie pour transformer les pratiques de construction

Architectes contre le «tout-béton»



PROPOS RECUEILLIS PAR
ACHILLE KARANGWA

Construction ► La Fédération des architectes suisses (FAS) s'engage dans la votation vau-
doise du 28 septembre sur le Mormont et le contre-projet sur l'économie circulaire. Sa section romande, après de longs débats, recommande le double oui, mais privilégie l'initiative, jugée plus ambitieuse et explicite. Entretien avec son coprésident, l'architecte lausannois Yves Dreier.

Pourquoi la FAS romande soutient-elle l'initiative «Sauvons le Mormont»?

Yves Dreier: Notre fédération a toujours été attentive à l'environnement, et donc à l'empreinte écologique du béton. Nos membres explorent de nouveaux modèles architecturaux et constructifs, à travers de prototypes et projets innovants. L'initiative impose un changement de paradigme dans notre métier, en interrogeant notre façon de planifier, construire et transformer. Le Mormont, patrimoine paysager et historique, est aussi un lieu d'extraction qui incarne cette dépendance au ciment et aux carrières dont il faut sortir.

Que reprochez-vous au béton?

Nous ne sommes pas «contre» le béton de ciment armé en soi. Il reste utile dans des cas précis: grandes portées, ouvrages souterrains; ou lorsque bois, paille, terre ou chanvre atteignent leurs limites. Toutefois, devenu omniprésent, imposé comme solution unique, il est utilisé sans



Pour la FAS romande, la colline du Mormont illustre la nécessité de réduire l'usage du béton. KEYSTONE

discernement. Présenté comme bon marché, il est en réalité très coûteux sur le plan socio-environnemental: les fours à ciment chauffent à 1450 °C avec des combustibles pétrosourcés importés, le sable provient de loin et l'acier, globalisé et énergivore, y est omniprésent.

Et le recyclage, souvent mis en avant comme solution?

Bien qu'utile, il ne peut pas justifier la poursuite du «tout-béton». Les agrégats concassés sont de

moindre qualité et doivent être compensés par des apports extérieurs, le sable est irrécupérable, la teneur en ciment et en acier demeure et le processus reste énergivore. Même recyclé, ce matériau doit être traité comme une ressource précieuse: à utiliser avec parcimonie.

Quelles alternatives privilégier?

Diversifier les matériaux (pierre, molasse, briques, bois, paille porteuse, torchis, terre crue mêlée à des fibres comme le chanvre ou la paille) en réactivant des savoir-faire encore présents en Suisse, quoique marginalisés, et surtout moins construire par défaut: transformer, réemployer, recycler, éviter les démolitions systématiques. La valeur d'une construction

tient autant à son patrimoine reconnu qu'à sa substance bâtie. En redonnant leur place à d'autres matériaux et à l'efficacité, le béton peut redevenir minoritaire.

Le contre-projet «Economie circulaire» ne va-t-il pas déjà dans ce sens? Pourquoi vous convainc-il moins?

Il est intéressant dans son principe, mais trop général. Le budget prévu [100 000 francs] est dérisoire à l'échelle du secteur des matériaux. L'initiative, elle, nomme explicitement le problème: réduire le ciment. Elle place aussi la société civile face à ses responsabilités, et non plus uniquement les élu·es et les industriels. Modifier la Constitution envoie un signal fort: nous

ne pouvons plus nous contenter de demi-mesures.

Les opposant·es redoutent des pertes d'emplois...

C'est faux. Les concessions actuelles de la carrière du Mormont accordées à Holcim courent jusqu'en 2036 [et, selon l'entreprise, jusqu'en 2060-70 pour l'extension au plateau de la Birette validée par le Tribunal fédéral]. Il n'y aura donc pas d'arrêt brutal, mais une transition progressive du secteur, créatrice d'emplois dans les matériaux alternatifs, la rénovation et le réemploi; des filières ancrées dans des savoir-faire locaux et l'innovation. L'initiative, en donnant une impulsion plus forte que le contre-projet pourtant placé sous le signe de

l'«économie circulaire», peut accélérer cette mutation et renforcer les emplois de proximité.

Et le risque d'importations accrues?

C'est une menace rhétorique. Nous importons déjà du sable et de l'acier, et Holcim brûle des déchets venus d'Europe. L'initiative ne déplace pas le problème: elle vise à consommer moins de ciment. C'est un effort collectif de sobriété, pas un transfert ou un report de responsabilité. En revenant à des matériaux locaux et peu transformés, nous limiterons progressivement les importations.



«Le Mormont incarne cette dépendance au ciment et aux carrières dont il faut sortir»

Yves Dreier

Quel rôle pour les architectes dans ce changement de paradigme?

Nous sommes en lien avec les décideur·euses, les maîtres d'ouvrage et les communes, et avons donc une responsabilité immense. Comme pour les normes énergétiques il y a trente ans, il faudrait inscrire la transition vers les alternatives au ciment dans des lois contraignantes pour renforcer des filières déjà actives, comme les briques en terre crue en Romandie. L'initiative permettrait de redonner à ces savoir-faire une place centrale. I

PARTENARIAT

CONCERT CONTRECHAMPS
CANADIANA